

**Communication
de Monsieur l'Abbé Bombardier**



Séance du 20 juin 2003



**Le rôle de Saint-Philippe Néri et de l'Oratoire de Rome
dans l'absolution donnée à Henri IV**

Introduction

Raisons d'un choix

J'ai choisi ce sujet pour plusieurs raisons.

Cette étude me permet de présenter Saint-Philippe Néri auquel j'appartiens à travers ma présence dans la congrégation qu'il a fondée à Rome voici maintenant 425 ans.

De plus, je parlerai de Saint-Philippe à des Français au sujet d'une action qu'il a menée en faveur de la France et ce d'une manière assez inattendue même pour ses contemporains.

Enfin, cet épisode d'une histoire franco-romaine me permettra de faire quelques réflexions au sujet de la conception politique de Saint-Philippe, originale, comme tout son personnage, et cela au commencement de l'époque moderne.

Le contexte géopolitique de l'affaire et son importance

C'est en 1595 que l'affaire de la confirmation de l'absolution du Roi Henri IV est portée devant la cour de Rome. L'enjeu en est grave : la France restera-t-elle catholique ? C'est la question qu'on se pose à Rome avec anxiété depuis le commencement des Guerres de religion.

En effet, le XVI^{ème} siècle a vu l'effondrement de l'Eglise catholique sous les poussées des réformateurs :

- @ la majeure partie du Saint-Empire romain germanique est devenue protestante malgré les efforts parfois ambigus de Charles Quint. Le Pays catholique le plus réformé d'Europe est devenu, dès 1520, le premier pays protestant sous les conduites de Luther et des princes ou magistrats urbains.
- @ En 1533, c'est l'Angleterre qui bascule dans le camp de la réforme protestante, même si une oscillation périodique protestant/catholique durera jusqu'au règne d'Elisabeth 1^{ère}, en 1601.
- @ Bien vite les Pays Bas avaient été pris, à leur tour, dans la tourmente; ils étaient eux aussi pays catholiques parfaitement réformés dans la mouvance de la *Devotio moderna*. Les provinces de Hollande et de Zélande presque entièrement calvinistes se soulevèrent contre les Espagnols en 1572 sous la conduite de Guillaume le Taciturne. Tout cela aboutit à ce qu'en 1579, les Pays Bas se trouvèrent séparés par fait de religion : les 7 provinces du Nord^[1] protestantes et les 4 du Sud catholiques^[2].

On comprend la lourdeur du climat religieux et politique en Europe et la gravité des enjeux quand surgit la question : qui va régner en France ? Et si c'est Henri de Navarre protestant, le pays va-t-il lui aussi basculer dans la réforme ?

Voici le plan de notre exposé.

Dans un premier temps, nous évoquerons les *Guerres de Religion* et *l'affaire de la succession d'Henri III en France*. Et dans l'affaire de cette succession, nous analyserons successivement *les positions lorraines, espagnoles et françaises*.

Puis nous nous rendrons à Rome pour saisir *comment cette affaire était perçue à la Cour papale* et comprendre *la pensée politique de Saint-Philippe Néri*.

Notre dernière partie montera *comment l'affaire fut résolue*. C'est à ce moment que nous retrouverons Saint-Philippe Néri et les pères de l'Oratoire de Rome.

1) «*Les misérables conditions du Royaume de France*»

C'est ainsi que s'exprime, en octobre 1591, le cardinal Valier vénitien ami de la France : il saluait le règne du pape Grégoire XIV qui venait de s'achever, un règne terrible qui avait vu, dit-il, «*les misérables conditions du Royaume de France, les gains douloureux des hérétiques en Allemagne et en Angleterre, l'horrible progrès de la tyrannie du turc, les bandits et les famines*»^[3].

Les «*misérables conditions du Royaume de France*» : voilà la manière de voir d'un romain attentif à notre pays. Et qui ne partagerait pas son avis ?

Le «*tumulte d'Amboise*» en 1560, encouragé par Condé, qui visait l'élimination des Guise jugés trop présents auprès du jeune roi François II, avait ouvert les hostilités entre Français au nom de la religion même si l'habileté de Catherine de Médicis avait permis de retarder l'affrontement. Aux Etats Généraux d'Orléans en 1561, le nouveau chancelier Michel de L'Hospital avait pu déclarer : «*Il nous faut dorénavant garnir de vertus et bonnes moeurs et puis les assaillir (= les protestants) avec les armes de la charité, prières, persuasions, paroles de Dieu qui sont propres à tel combat... Le couteau vaut peu contre l'esprit. Otons ces mots diaboliques : luthériens, huguenots, papistes ; ne changeons le nom de chrétiens*»^[4].

Le colloque de Poissy entre catholiques et protestants, réuni en 1561 avec grand espoir par Catherine de Médicis, n'avait pas abouti à une entente ni même à un apaisement de la forte tension religieuse. En octobre, à Montpellier, des catholiques avaient été massacrés par des protestants comme à Nîmes en février 1562.

La réponse à ces exactions et à l'édit de Fontainebleau qui accordait aux protestants, en janvier 1562, une liberté de culte hors les villes, fut le massacre de protestants à Wassy, le 1^{er} mars 1562, dont la responsabilité revient sans doute à François de Guise. C'est le démarrage dans le royaume de France de ce qu'on appelle les *Guerres de Religion* : l'historiographie en distingue habituellement huit, huit épisodes guerriers, chaque fois conclus par une trêve et un accord où les catholiques et les protestants sont tour à tour favorisés ; cela dura sous le règne de François II, sous la régence de Catherine de Médicis et sous les règnes de Charles IX et d'Henri III. L'anarchie intérieure va peu à peu s'installer. Ronsard dans son *Discours sur les misères de ce temps* et dans la *Continuation du Discours des misères* quelques mois plus tard, écrit :

«M'apparut tristement l'idole de la France,
... Comme une pauvre femme atteinte de la mort.
Son sceptre lui pendait, et sa robe semée

De fleurs de lis était en cent lieux entamée ;
 Son poil était hideux, son oeil hâve et profond,
 Et nulle majesté ne lui haussait le front»^[5].

La tension entre les différents partis devint très grande quand décéda, en 1584, le duc d'Anjou, frère d'Henri III et capable de lui succéder. Avec cette mort disparaissait le dernier Valois. *La succession était en quelques sorte ouverte*. Les prétendants se présentèrent nombreux et comme il apparaissait de plus en plus nettement que le mieux placé était Henri de Navarre, protestant, les luttes religieuses se trouvèrent renforcées : il était impensable qu'un protestant puisse monter sur le trône de France ; la lutte pour le pouvoir devint une lutte religieuse et les luttes religieuses se politisèrent davantage.

Voyons les différents protagonistes.

a) les prétentions lorraines

De 1559 à 1580, Charles III - beau-frère d'Henri III (par sa femme Claude de France (+ 1575) et parent des Guise - se tient à l'écart du conflit français^[6] même si, plusieurs fois, le duché dut supporter les passages de la soldatesque de l'électeur palatin calviniste courant au secours des réformés français^[7].

Après 1580, le duc s'éloigne peu à peu de son beau-frère le Roi de France Henri III pour s'approcher discrètement des mécontents de France. C'est l'évolution du problème dynastique en France qui entraîne ce changement progressif de politique. Nancy va alors connaître quelques rencontres politiques au sommet en 1580^[8], 1584^[9] et 1588^[10], la dernière dans les circonstances dramatiques.

Après la mort du dernier fils d'Henri II François duc d'Anjou en 1584, la maison de Lorraine se mit alors sur les rangs de la succession au trône de France au nom de sa descendance carolingienne. La famille lorraine, prétendait-on, aurait été dépouillée injustement par Hugues Capet de la couronne française. Cette prétention mise en forme et prouvée si je puis dire, par l'archidiacre de Toul François de Rosières^[11], faillit coûter la vie à son auteur ! Traduit devant le parlement de Paris, il ne fut quitte que par l'intervention du duc Charles III et de la reine Catherine de Médicis et dut faire amende honorable au Roi de France. C'était en 1583.

Mais les Guise^[12], branche cadette de la maison de Lorraine, forts de leur popularité en France - Henri dit le Balafré était l'idole des catholiques français - se mirent aussi sur les rangs. La situation de Charles III était donc fort délicate et la position lorraine était loin d'être unanime ! Mais fin 1588, Henri III convoqua aux Etats généraux, Henri le Balafré

qui était au faite de son pouvoir et contrôlait les trois-quarts du pays, et le fit assassiner avec son frère le cardinal de Guise, à Blois, les 23 et 24 décembre. Cet assassinat souleva un tollé général et renforça la Ligue sous la conduite de Mayenne.

Charles III à partir de ce moment combattit nettement Henri de Navarre allié depuis 1589 à Henri III. Sans bénéfice réel pour sa cause!^[13]

b) les prétentions espagnoles

Le traité de Cateau-Cambrésis signé par Philippe II avec Henri II de France en 1559, consacrait et renforçait la suprématie de l'Espagne en Italie (Milanais et Naples). De plus l'Espagne, restée catholique et donnant à l'Eglise de très grandes figures comme Ignace de Loyola ou Thérèse d'Avila par exemple - prit la principale charge de la croisade mise en place par le Pape Saint-Pie V contre les Turcs. C'est le demi-frère du Roi Philippe II, - don Juan d'Autriche - qui remporta la fameuse victoire de Lépante le 7 octobre 1571. Tout cela consacra la prédominance espagnole en Italie et auprès du Saint-Siège.

Le roi d'Espagne exploita au profit de sa propre famille les bienfaits et les aides apportés aux Ligueurs. Il revendiqua la couronne de France pour sa fille Isabelle qu'il avait eue de sa femme Elisabeth, fille aînée d'Henri II, sa 3^{ème} épouse puis pour son fils aîné. Toute sa politique, bien relayée à Rome, était de s'opposer à Henri de Navarre, au nom de la foi catholique profonde chez lui mais aussi d'abriter des prétentions politiques sous des raisons religieuses. Il ne reconnut Henri IV qu'au traité de Vervins, le 2 mai 1598.^[14]

c) Henri IV

Troisième prétendant au trône, Henri de Navarre le protestant. Sa situation est difficile : en septembre 1585, Sixte Quint a déclaré Henri de Navarre déchu de ses droits à la couronne de France. Les raisons du pape sont l'instabilité religieuse d'Henri de Navarre. De plus, Paris comme certaines grandes villes du royaume menées par leurs marchands, leurs magistrats et même à Paris par leurs curés^[15], s'opposaient au roi protestant et exaltaient les libertés municipales ! La ligue restera maîtresse du jeu politique jusqu'en 1593, à Paris, mais aussi dans les provinces de l'est du royaume, en Picardie, Normandie, Bretagne et Anjou. De plus, après l'assassinat des Guise à Blois en décembre de cette même année 1588 et la mise en prison du vieux cardinal de Bourbon, Henri III avait été excommunié par Sixte Quint !

Mais le 31 juillet 1589, il était assassiné par un jeune dominicain, Jacques Clément qui vengeait le Balafre et il mourait le 2 août. Cette mort violente précipita les événements et prit tout le monde de court : Henri de Navarre succéda à Henri III en devenant Henri IV tandis que le parti catholique refusant le protestant navarrais, faisait monter sur le trône le vieux cardinal de Bourbon qui devint Charles X.

Approchons un peu la personnalité d'Henri IV. Le Roi sait que le grand obstacle à sa reconnaissance est son appartenance au protestantisme. Juste avant de mourir, Henri III le lui a dit sans ambages : *«la justice de laquelle j'ai toujours été le protecteur, veut que vous succédiez après moi à ce royaume dans lequel nous aurez beaucoup de traverses si vous ne vous résolvez pas à changer de religion ; je vous y exhorte, autant pour le salut de votre âme que pour l'avantage du bien que je vous souhaite»*.^[16]

Henri IV montre des signes de bonne volonté : il a signé une Déclaration dans laquelle il s'est engagé devant les grands seigneurs catholiques ralliés à lui, à protéger le catholicisme, *«et surtout à se soumettre, pour sa religion, aux décisions du concile général ou à défaut national, à réunir dans les six mois. Il a même proposé de se faire instruire dans la religion catholique déclarant qu'il n'était <point opiniâtre>»*.^[17]

Et pourtant tout tarde. C'est comme si Henri IV ne pouvait pas passer à l'acte ! Son attachement à la tradition réformée - la foi de sa mère et de son enfance - était plus forte qu'il n'y paraissait. On le verra dans les discussions avec les évêques français au moment de sa dernière abjuration en juillet 1593. De plus il subissait aussi de fortes pressions de la part des ministres protestants pour qu'il ne se convertisse pas. Comme dit Babelon, *«Récapitulons. Baptisé dans la foi catholique, il y est resté jusqu'à l'âge de six ans. Il a subi ensuite une formation calviniste sur la décision de sa mère pendant deux ans et demi (fin 1559 ou au début 1560 à mai 1562). Ramené au catholicisme par son père pour sept mois (juin à décembre 1562) il est retourné à la Réforme après la mort de celui-ci et lui reste fidèle dix ans, jusqu'à la Saint-Barthélemy. Au matin du massacre, il abjure sous la contrainte et reste catholique d'août 1572 à juin 1576 pour revenir à la Réforme lors de son retour en Béarn et ceci pour dix-sept années jusqu'à cet été 1593 où le choix se pose de nouveau. L'enfant, l'adolescent puis l'homme a changé jusqu'ici cinq fois de religion, la prochaine sera la sixième»*.^[18]

C'est le 10 mai 1593 que le roi décide son retour au catholicisme et demande d'être instruit de la religion catholique. Le 13 juin, il estime que son instruction suffit et annonce sa décision de retour. Le légat papal exprime son opposition que le peuple parisien commente dans le quatrain qui court dans les rues de la capitale : *«Le légat s'oppose à la trêve, la trêve s'oppose au légat. S'il était pendu en la grève, ce serait un beau point d'état»*.

Les curés de Paris sont divisés devant le fait : tandis que le curé de Saint-Gervais déclare qu'il « *faut prier Dieu pour la conversion de l'hérétique* » et « *qu'étant converti, il faut le recevoir* », celui de Saint-André des Arts réplique : « *on doit pendre et jeter à l'eau tous ces demandeurs de paix et de trêve* ». ^[19] Cependant se forme, peu à peu, un parti dit des « Politiques » qui, bien que catholiques, reconnaissent la légitimité d'Henri IV. Ce parti va apparaître de plus en plus comme un parti de « sages ».

Le 23 juillet, malgré l'interdiction papale ^[20], quatre évêques rejoignent le roi à Saint-Denis dans les appartements du monarque. Il s'agit de l'archevêque de Bourges Renaud de Beaune, le négociateur de Suresnes et les évêques de Chartres, Evreux et Nantes. Ils passent plusieurs heures avec le roi, l'interrogeant sur la foi et se montrant étonnés de ses réponses et de sa connaissance de l'Écriture. Certains dogmes font encore difficulté comme le purgatoire; Henri IV déclare : « *je le croirai non comme un article de foi mais comme croyance de l'Eglise de laquelle je souscris d'office* ». ajoutant avec malice : « *je crois au purgatoire pour vous faire plaisir car je sais que c'est là le pain des prêtres* ». ^[21] Un peu après, les larmes aux yeux, il déclare aux évêques : « *je mets aujourd'hui mon âme entre vos mains. Je vous en prie, prenez-y garde, car là où vous me faites entrer, je n'en sortirai que par la mort et de cela je vous le jure et proteste* ». ^[22] Il écrit le soir à Gabrielle d'Estrées qui loge à Saint-Denis dans le palais de l'Abbé !!! et parle du « *saut périlleux* » qu'il va faire le dimanche 25 juillet ; il est vrai que la veille, Henri IV assistait encore au prêche du pasteur La Faye!

Cependant ce soir-là du 24 juillet, il convoque son entourage huguenot pour les congédier et leur dire toute son amitié et « *fait défense à son premier homme d'hôtel de ne plus servir de viandes prohibées par l'Eglise catholique et d'observer dorénavant les jeûnes commandés par Elle* ». A tous il déclare qu'il n'a agi « *qu'à fort bonne intention et principalement pour la sûre assurance qu'il a d'y pouvoir faire (son) salut et ne (se) trouver en ce point différent des rois (ses) prédécesseurs qui ont heureusement et pacifiquement régné sur leurs sujets, espérant que Dieu (lui) fera la même grâce* ». ^[23]

La cérémonie de l'abjuration a lieu à Saint-Denis, dans l'abbatiale de la sépulture de ses prédécesseurs; on se doute que cela n'a pas été choisi au hasard. C'est l'archevêque de Bourges qui reçoit, le 25 juillet, l'abjuration d'Henri IV, proclamée du voix forte. Il la remet par écrit au prélat duquel il reçoit l'absolution « *sous la réserve de l'autorité du Saint-Siège apostolique* ».

Tout est dans cette incise : l'absolution des évêques de France est soumise à l'approbation du Pape. Tandis qu'Henri IV se confesse, entend la messe et communie, tandis que le peuple manifeste bruyamment sa joie, la question française quitte la France et sa conclusion est maintenant en

partie à Rome : certains ne doutent pas de l'approbation du Pape; d'autres redoutent ou espèrent son refus. Le Roi de France - non encore sacré - est en délicatesse devant le Saint-Siège... mais aussi les prélats français qui se sont engagés en absolvant le Roi contre les avis du légat papal !

C'est pourquoi le 13 août suivant - sans hâte donc cependant - vingt prélats écrivent une longue lettre au pape pour expliquer le sens de leur action faite «en vertu de l'état d'urgence dans lequel ils se trouvaient et non <par un arrogant esprit d'usurpation>...»^[24] qu'on leur reproche déjà. Ils avaient depuis longtemps l'habitude, au nom du gallicanisme, de se passer des avis de Rome. Mais dans ce domaine qui touche la personne du roi, ils font pourtant appel au Saint-Siège et soumettent leur absolution à l'approbation papale. Quelques jours avant, Henri IV avait signé une lettre au même Souverain Pontife, le 9 août exactement, où il affirme son attachement à l'Eglise catholique et décrit les célébrations du 25 juillet. Cette lettre est portée par «une ambassade solennelle et de personnalités de bonne et grande qualité» et Henri IV attend en retour la joie du Pape et sa bénédiction.

Cette lettre est portée par Brochard de la Clielle le maître d'hôtel du Roi qui précède la célèbre ambassade menée par le Duc de Nevers et comprenant l'évêque du Mans et deux autres prélats ainsi que cinquante gentilshommes de bonne noblesse. Tous doivent rencontrer Clément VIII, le Pape élu le 30 janvier 1592.

2) *La situation française vue de Rome*

L'écho des affaires de France dans la Ville éternelle

Les affaires de France sont présentes dans les esprits et les prières des romains. Ainsi à la fin d'octobre et au début de novembre 1587, on organise dans la Ville éternelle des prières publiques, l'adoration des «Quarante heures» et des processions pour demander la paix en France et la fin de la lutte entre France et Espagne, si nuisible à l'Eglise. On assure que ces prières ont remué Rome plus que celles de l'Année Sainte^[25]. En 1589, les Pères de l'Oratoire participent aux prières publiques pour la France et aux processions dont la ferveur est grande.

En effet, à la Vallicella, chez les fils de Saint-Philippe, on suit de près les événements et leurs conséquences. Bien des passages des lettres échangées avec la communauté de Naples montrent une attention soutenue aux affaires de France^[26]; on se pose beaucoup de questions devant cette lutte entre l'Espagne et la France et les péripéties de la Ligue. Visiblement la maison suit les affaires de France avec précision tant à cause de l'importance pour l'Eglise que pour l'amour de la France qui habite le

toscan Saint-Philippe et ses fils. Il faut dire que tous les jours, chez lui, à la Chiesa Nuova, Philippe reçoit les cardinaux Valier (ambassadeur de Venise), Alessandro Medicis (archevêque de Florence ambassadeur du grand Duc de Toscane), pro-français tous les deux et Frédéric Borromée (partisan des Espagnols) ; de plus, il est aussi l'intime de la famille Colonna mêlée aux affaires politiques européennes.

Dans une lettre du 11 juillet 1592 de la congrégation de Naples envoyé à celle de Rome, il est fait mention en détails des événements de France avec beaucoup d'alarme : «*qui dominera l'Europe ?*».

Ainsi quand le duc de Nevers ambassadeur d'Henri IV arrivera à Rome et à la Chiesa, il trouvera dans la maison, des pères au courant des faits, habitués à en discuter, aptes à se former une opinion et à agir en conséquence.

Mais avant de poursuivre le récit de la demande d'absolution à Clément VIII, voyons l'état des relations entre la France et le Saint-Siège à cette époque.

@ On doit bien constater que l'influence française n'a cessé de baisser dans le Sacré Collège et la Curie sous le règne d'Henri III ; la mort du cardinal Luigi d'Este en 1586, ami et protecteur de la France se fait cruellement sentir : il n'y a plus personne pour défendre la cause française dans le gouvernement de l'Eglise catholique.

L'assassinat du duc de Guise obligera même l'ambassadeur de France Jean de Vivonne à quitter Rome : la France n'aura plus d'ambassadeur à partir de 1588 ! Vivonne s'est réfugié chez les vénitiens et Pierre de Gondi envoyé par Henri IV en 1592 ne pourra pas entrer dans Rome à cause de l'opposition espagnole et devra résider à Florence, chez l'allié toscan. En revanche durant toute cette période, Jacques de Diou émissaire de la Ligue, résidera à Rome.

Les intérêts français sont donc défendus à Rome par les deux ambassadeurs de Venise et de Florence qui, en même temps bien sûr, servent leur propre politique : leur désir est de contre-carrer l'influence espagnole trop forte en Italie du Nord. Plusieurs cardinaux sont aussi de cet avis, dont Valier, Medicis et Morosini (légal en France sous Sixte Quint, fin diplomate et homme de paix) tous amis de Saint-Philippe Néri et ses visiteurs quotidiens.

@ Sixte Quint (pape de 1585 à 1590) avait fait savoir à Henri III dès juin 1585 qu'il était le garant de l'unité catholique en France, proposant son aide et ses finances pour cela. En juin 1585, le

pape reçut Louis de Gonzague duc de Nevers, alors émissaire de la Ligue ! lui demandant d'exclure Navarre de la succession sur le trône de France! Le Pape ne satisfait pas de suite à la demande, engageant les parties à se réconcilier, ce que la Paix de Nemours signée en juillet 1585 sembla réaliser. Le pape accorda finalement la demande de la Ligue en septembre de la même année par la bulle *Ab immensa aeternis Regi* qui excluait Navarre et son cousin Condé de la succession en raison de leur hérésie^[27]. Ainsi Nevers put repartir avec un Bref desservant les intérêts de Henri de Navarre. Il reviendra bientôt à Rome, 8 ans plus tard, pour tenter de les servir !

Mais l'assassinat des Guise, auxquels le pape reprochait pourtant leur insoumission, et les violences faites au cardinal de Bourbon, conduisirent Henri III à l'excommunication. Le Pape créa une Congrégation de France, conseil chargé de suivre les affaires de France et de le conseiller dans cette épineuse affaire. Dans ce conseil outre les influents cardinaux Caetani, Santori, Sfondrati et Deza siègent aussi les cardinaux Borromeo et Cusano très amis de Saint-Philippe Néri. Tous sont pro-espagnols. Il faut dire que l'influence espagnole est très forte à Rome: elle n'a jamais cessé depuis le Sac de 1527 malgré les efforts du pape Paul IV; au contraire, depuis la bataille de Lépante contre les Turcs gagnée grâce aux Espagnols leur pression sur le Saint-Siège n'a cessé de s'accroître. Elle se fit même menaçante en 1557 où dit Joachim du Bellay, «*Rome tous les jours n'attend qu'un autre Sac*».

@ Le 24 mai 1589, devant l'alliance des deux Henri qui mettait l'Église catholique en danger, le pape se résigna dans un monitoire à encourager la Ligue et l'Espagne dans leur entreprise et envoya en France un nouveau légat «*particulièrement agréable au roi d'Espagne*» le cardinal Caetani. Sa mission était claire: «*il devait rallier tous les catholiques, particulièrement ceux qui se seraient égarés au service du «prétendu» roi de Navarre, entrer dans Paris en grande pompe et, à Notre Dame, y donner la bénédiction apostolique si possible avec le roi*»^[28] c'est-à-dire le cardinal de Bourbon, toujours incarcéré, devenu Charles X^[29].

Cette politique du Saint-Siège à l'égard de la France fut contredite par une de ses alliées habituelles, la Sérénissime République de Venise qui reçut l'ambassadeur de Henri IV et rappela qu'il pouvait se convertir et ainsi assurer l'unité religieuse de la France, ce à quoi le pape ne croyait pas.

Pourtant, Sixte Quint, en janvier 1590, reçut le prince Jean de Luxembourg émissaire d'Henri IV. Le pape fut convaincu alors de la bonne volonté d'Henri IV de réintégrer l'Église catholique.

Il lutta contre l'ambassadeur espagnol le comte Olivarès qui le harcelait de ses ordres mais mourut le 27 août 1590 avant d'avoir pris des décisions.

Les trois successeurs de Sixte Quint-Grégoire XIV pendant 318 jours, Urbain VII pendant 12 jours et Innocent IX pendant 62 jours - furent tous acquis à la cause espagnole (rappelons qu'à cette époque, plus d'un tiers des 70 cardinaux doivent leur chapeau à Philippe II). Ils prirent le contre-parti de Sixte Quint et financèrent même la résistance de Paris, Grégoire XIV invitant le clergé français à se séparer le cas échéant du prétendant hérétique. Pendant ce temps en France, Henri IV tardait à accomplir son «saut périlleux».

L'avènement de Clément VIII : la personnalité du Pape.

Le 5 janvier 1592 commence le conclave qui doit élire le successeur d'Innocent IX. Les Espagnols veulent faire élire le cardinal Santa Severini ou l'hispanophile Santori. Mais c'est le cardinal Hipolito Aldobrandini qui est élu le 30 janvier quasiment à l'unanimité. C'est un grand ami de l'oratoire de Saint-Philippe Néri !

Clément VIII menait une vie exemplaire, grand travailleur, très appliqué à sa tâche, d'une grande piété (confession quotidienne et service des pauvres). Mais ce juriste était très lent au point d'en être la fable, soupçonneux vis à vis des cardinaux, même si son grand conseiller fut le cardinal jésuite espagnol Francesco Toledo; homme d'une grande probité, Toledo joua un rôle très important dans l'appréciation juste de la situation de France et dans la marche vers l'absolution. Le règne de Clément VIII fut brillant.

La ferveur du pape est si déclarée pour la Vallicella où réside Saint-Philippe Néri que «*la plupart des prélats de la Cour voulant suivre l'humeur du Pontife se donnent comme Vallicellioli*» disent les journaux de l'époque, les *Avvisi*^[30]. Clément VIII aime beaucoup Saint-Philippe et cet amour est réciproque. Le Pape sait faire le départ entre ses tâches propres et ses amitiés. Même s'il sait Philippe déjà vieux, - «*mezzo barboglio*» dit l'ambassadeur de Venise (= à moitié radoteur) -, il le tient pour un saint et ne reste jamais indifférent à ses propos. Saint-Philippe ira voir souvent le Pape et restera longtemps assis à côté du pontife, la tête couverte, en conversation familière sur des sujets religieux ou de la vie de l'Eglise.

3) La formation politique de Saint-Philippe

Il nous faut maintenant nous attacher à présenter la personnalité de Saint-Philippe Néri un des protagonistes de cette affaire. Il nous faut

expliquer deux points en particulier :

- quelle vision politique a Saint-Philippe
- et pourquoi ce saint est-il intervenu si nettement en faveur d'Henri IV.

La vision politique de Saint-Philippe.

Saint-Philippe Néri quitte Florence sa ville natale fin 1532 ou début 1533... pour ne plus y revenir, jamais. Le jeune homme qui part à l'aventure a beaucoup reçu même s'il n'en a pas vraiment conscience et va mettre du temps à trouver exactement sa voie. Il a hérité des traits marquants du caractère florentin : la vivacité intellectuelle, l'humour parfois un peu rude ! L'esprit républicain, le goût de l'intériorité... on retrouvera ces traits parmi d'autres tout au long de sa vie; il avait été formé religieusement au couvent dominicain très réformé de San Marco et, c'est ce qui nous intéresse aussi pour notre propos, il avait été conduit à réfléchir sur la vie politique et s'était forgé une conviction personnelle qui le guidera toute sa vie.

Ne soyons pas surpris de cette présence de la vie politique dans la vie de Saint-Philippe. Ernst Cassirer fait bien remarquer que si la Renaissance donne aux peuples de l'Europe un idéal commun de formation libre et sécularisé, chaque peuple de cette Europe «*offre une vision nationale originale et à travers celle-ci une façon particulière d'envisager la vie dans son aspect spirituel... Dans la Renaissance italienne, c'est une nouvelle position à l'égard de la réalité politique qui sert de base et de médiation à la métamorphose universelle de l'esprit... Beaucoup des grands humanistes italiens sont en même temps totalement disponibles aux tâches politiques du présent*»^[31] Machiavel (1469-152) n'est pas le seul chancelier d'état florentin à être humaniste!

Non seulement les idéaux humanistes et la méditation des modèles de l'Antiquité conduisent à la définition d'un nouvel «homme d'état» («*le Prince*» de Machiavel en est la forme la plus définie) mais aussi à un nouveau rapport à la vie politique même là où on ne parle pas vraiment d'organisation politique, je veux dire un nouveau rapport *personnel* à la chose publique. On veut développer dans le citoyen un «*impérieux besoin de pure intériorité subjective... libre de tous les liens extérieurs professionnels et sociaux*». Mais cette intériorité ne peut se développer que dans une solitude et en même temps, dans un dialogue permanent avec d'autres citoyens. Cassirer note : «*A l'intérieur de l'humanisme italien, c'est Pétrarque (1304-1374) qui représente la plus parfaite illustration de cet impérieux besoin de pure intériorité... Dans la configuration que l'individu se donne ici, il est nécessaire que d'autres lui renvoient constamment son*

image telle qu'elle lui est impartie par la renommée. Ce n'est que par cette réflexion que l'homme accède à lui-même, à la force et à la sûreté de sa propre conscience. Le moi se révèle à lui-même dans la domination du monde, que cette domination se fasse sous la forme de l'effectivité historique et politique ou sous des formes idéelles et spirituelles plus complexes».^[32]

Et Pétrarque engendre ce nouveau rapport en vivant comme ermite dans la vallée du Vaucluse sans pour autant perdre le rapport à sa cité. La construction de sa propre personnalité, même si elle se fait solitairement, à Fontaine Vaucluse, ne peut jamais se faire hors d'un dialogue avec les autres et sa cité.

Dans cette formation humaniste si spécifique de Florence, il faudrait aussi citer l'influence de la personnalité de Pic de La Mirandole (1463-1494). Le Père de Lubac^[33] a bien souligné le centre de la pensée de Pic de la Mirandole : le sens de la dignité de l'homme (c'est son livre de 1486 *Discours sur la dignité de l'homme*) et la concorde des différents systèmes philosophiques dans le Christ ; à la fois donc, sens de la dignité de l'homme qui s'exerce dans sa liberté^[34] - il peut s'élever ou s'abaisser selon sa liberté, rien n'est fixé par la nature - et sens de la concorde à construire dans la pensée comme dans l'action et la vie publique, amour d'une pluralité des points de vue qui convergent dans une harmonie supérieure toujours à créer et tendant vers le Christ.

Saint-Philippe va hériter de toute réflexion philosophique, politique et spirituelle et construire sa propre expérience originale... et pourtant bien florentine dans plusieurs de ses inspirations!

Mais revenons à sa «formation politique».

1 - Elle s'opère d'abord sous l'influence de la forte personnalité SAVONAROLE (1452-1498) et dans les terribles événements des années 1527-1531 à Florence. Saint-Philippe avait dans sa chambre à Rome un portrait de Savonarole avec une auréole qu'il avait lui-même tracée et dans sa bibliothèque un grand nombre de ses oeuvres. Philippe, élevé à San Marco où le culte de Savonarole était très vivace, avait été impressionné par l'austère figure de l'illustre dominicain.

Savonarole, rappelons-le, est *d'abord un réformateur religieux* à l'intérieur de l'Eglise catholique ; son oeuvre s'insère dans le mouvement d'une rénovation de la vie dominicaine qui puise ses sources chez Ste Catherine de Siègne et a commencé à Fiesole : l'idéal religieux est un retour austère à l'authentique vie chrétienne. Cette rénovation avait commencé à Florence avant Savonarole mais le rayonnement du prédicateur est tel que la réforme prend toute son ampleur avec lui : il attire beaucoup et

reçoit même le soutien financier de la bourgeoisie urbaine.

Sa réforme déborde *ensuite* le cadre de son ordre ; *elle atteint la cité*. Essentiellement morale, ce mouvement cherche à purifier l'humanisme florentin de ses excès financiers et moraux, par un retour à la pauvreté et à la simplicité. Pour cela, Savonarole veut fonder une *république chrétienne* où il n'assume pas les responsabilités civiques mais où il donne une impulsion à la politique contre la tyrannie des Médicis. Comme dit l'historien Emile G. Léonard^[35], il veut mettre en place une sorte de «*théocratie moraliste*» qui n'est pas sans similitude avec l'idéal calvinien.

Or Rome semble bloquer l'élan de la réforme alors que le siège romain aurait dû en être le moteur ; Savonarole se dresse contre le pape Alexandre VI Borgia dont il conteste la légitimité - et non pas contre le pape en général - et il en appelle au concile, comme beaucoup de son temps ; et il écrit aux princes pour qu'ils le convoquent.

L'aventure se termine le 23 mai 1498 sur la place de la Signora à Florence : Savonarole rejeté par ses concitoyens fatigués de ses exigences et de ses éclats et condamné par le pape, meurt comme un hérétique mais toute son influence et sa personnalité demeure dans toutes les mémoires.

2 - On va le voir surtout durant les terribles événements de 1527-1531 dont il faut parler maintenant. D'abord un bref récit des faits.

Au départ du cardinal Giulio Médicis devenu Clément VII en novembre 1523, l'agitation avait aussitôt commencé à Florence ! La régence^[36] du cardinal Passerini, un étranger, se passait très mal. L'amour de la liberté renaissait ... et les bruits de guerre, en particulier de la mise en place de l'armée du connétable de Bourbon, avaient conduit les jeunes gens à prendre les armes.

En 1527 quand on apprend l'approche des troupes, l'effervescence est maximale. Philippe Néri âgé de 12 ans fut témoin de la scène : «*la foule envahit l'église où prêchait un umiliati, Baldovino : on lui dit : les ennemis sont aux portes et la ville n'a pas de munitions. Alors le moine dit à la foule : criez tous, Vive le Christ ! Et la foule crie puis le prédicateur ajoute : Sache, Florence qu'à ce moment Dieu t'a délivrée*». *Philippe attribua toujours au secours divin la résolution subite qui détourna de Florence l'armée impériale et précipita sa marche vers Rome*^[37].

Après le Sac de Rome et l'emprisonnement du Pape quelques semaines plus tard, les événements se précipitent à Florence : les Médicis sont chassés le 17 mai 1527 et le gouvernement républicain est reconstitué^[38] même si l'accord de Barcelone entre le Pape et l'empereur (29 juin 1529)

et la paix de Cambrai entre la France et l'Espagne (7 juillet) privent Florence de secours étrangers espérés... notamment français si admirés des Florentins. Capello l'ambassadeur de Venise dit que «*dans le coeur des florentins, si on l'ouvrait, on trouverait un lys d'or*».

Alors Florence réagit avec virilité.

La ferveur qui s'empare de Florence après le départ des Médicis est extraordinaire. L'ombre de Savonarole domine les débats du Grand Conseil et le 9 février 1528, Jésus Christ «*est proclamé Roi de Florence*» accompagné du pardon mutuel des injures et des délits commis depuis le départ des Médicis. Quand il faudra commencer à se défendre, on fera venir solennellement la Madone de l'Impruneta dans la ville, la Madone devenant le palladium de la Cité. Comme l'écrit l'ambassadeur Capello, «*l'espérance en Dieu et le désir de la liberté se mêlent en un sentiment unique qui devient le ressort de la résistance*». Processions, jeûnes et communions alternent avec les entreprises militaires. Le foyer de la résistance est le couvent San Marco que fréquente assidûment Saint-Philippe.

Tout le monde à Florence disserte contre la tyrannie et pour la république. L'amour de la liberté était devenu chez les Frères dominicains de San Marco, un sentiment religieux.

La déception fut immense quand la ville dut capituler après 11 mois de siège et quand Alexandre de Médicis revint. Et Philippe quitte Florence fin 1532 ou début 1533. Tout cela n'est pas sans signification.

L'influence de tous ces événements sur St Philippe fut très grande même s'il demeura silencieux sur ce fait. Ce sont ses actes - comme pour tout ce qui le concerne puisqu'il a brûlé tous ses papiers avant de mourir - ce sont ses actes qui parlent.

Retenons d'abord que Florence a légué à notre homme un grand amour de la France, ce qui n'est pas indifférent à notre propos.

L'échec de la république et le retour des Médicis précipitèrent le départ de Saint-Philippe, et un départ définitif mais ils forgèrent aussi sa réflexion politique: pour lui, la «théocratie» à la Savonarole ou la république chrétienne comme il venait de la vivre les mois précédents, sont définitivement finies. On ne convertit pas les institutions et on ne réforme pas par les institutions !

Son éloignement de Florence devint bien vite une interrogation sur le sens de sa propre vie et un éloignement du monde: commencent quinze années d'éremitisme dans les solitudes de Gaëte puis dans la ville de Rome ! C'est comme si Saint-Philippe sortant des événements florentins, ne supportait plus la vie publique, comme s'il avait besoin

d'un long moment de solitude, de recul, de distance face à des convictions jusque-là tenues pour vraies. Ce n'est que peu à peu que Philippe retrouvera sa place dans la cité, d'abord comme laïc puis comme prêtre, une place qui deviendra si grande que tout le monde le connaîtra et le consultera.

Mais une conviction profonde l'habite, elle s'est peut-être forgée lentement en lui, on ne sait; cette conviction se déploie dans trois dimensions :

- seules les *personnes* peuvent être touchées et atteintes et converties cœur après cœur, librement, dans le contact et l'influence personnelle. La société ne peut s'améliorer que par cette voie. Philippe possède au plus haut point le sens de la personne - homme ou femme - et ne la sépare jamais de ses liens avec les autres: il aime la discussion, les échanges d'avis; souvent il propose des thèmes de réflexion à table ou dans sa chambre quand il reçoit des amis; il laisse l'échange se mettre en place, il le sollicite apprenant à chacun à exprimer sa pensée, avant de conclure en donnant son avis et en ordonnant les avis des autres entendus auparavant dans la discussion. Il aime cette profondeur qui naît dans la personne dans de nombreux échanges au point qu'un de ses amis, le cardinal Valier, lui donnera le surnom de «Socrate romain». Saint-Philippe sait que pour soutenir une action au niveau publique, il faut une intériorité bien bâtie sinon tout sera fragile; l'expérience de Florence l'a instruit.

C'est pourquoi Saint-Philippe forme la *conscience* de chacun dont il soutient la liberté. Sur ce point, il est bien proche de son contemporain Saint-Thomas More. Cela se manifeste chez Saint-Philippe, par exemple, dans son attitude par rapport aux juifs. En 1592 arrivent à la Vallicella quatre jeunes gens âgés de 10 à 16 ans, orphelins adoptés par leur oncle, Ugo Boncompagni, juif baptisé par Saint-Philippe en 1581. Les jeunes gens quittèrent le ghetto où ils avaient encore leur mère et vécurent à la Vallicella. La mère venait les voir souvent et Saint-Philippe la laissait rencontrer ses fils longuement, même s'il savait qu'elle les adjurait de ne pas devenir chrétiens. Saint-Philippe d'ailleurs leur disait de prier le Dieu de l'Ancienne Alliance pour qu'il les éclaire sur ce qu'ils devaient faire. Il les assurait que «*si, en conscience, la religion des juifs lui paraissait la meilleure, il deviendrait juif*».

- Saint-Philippe a également un sens très grand de la *cohérence* entre la vie de foi et l'action quotidienne, personnelle ou sociale. Il ne retire pas ses disciples du monde ou de leur charge professionnelle ou seigneuriale. Mais il les aide à trouver cette cohérence et à l'affermir. Il aide «chacun» dans sa cohérence personnelle car il témoigne est d'un sens aigu de *l'originalité de chacun*, à commencer par la sienne qu'il revendique calmement, originalité dans le style de vie, l'habillement, les avis, l'histoire...

On ne sait ce que le duc de Nevers - on parlera plus loin de l'entrevue - a pu raconter à Saint-Philippe; on ne sait ce qu'il a dit de ses convictions personnelles au sujet d'Henri IV, lui l'ancien Ligueur rallié à la cause royale. Mais il a convaincu Saint-Philippe de la sincérité d'Henri IV, le témoignage du duc rejoignant son inspiration intérieure, sinon jamais St Philippe ne serait intervenu. Après les événements de Florence qu'il avait quittée brutalement, Saint-Philippe n'est plus jamais intervenu directement en politique... sauf contre le pape Saint-Pie V, avec d'autres religieux, pour sauver les tsiganes (injustement arrêtés et enrôlés dans les galères préparées pour la bataille de Lépante). Il intervient de nouveau tout à la fin de sa vie pour Henri IV. Gageons que c'est comme toujours pour le bien spirituel des personnes, pour leur dignité et leur liberté: Saint-Philippe fut convaincu de l'authenticité intérieure d'Henri IV - dont on ne doute plus aujourd'hui^[39] - et il a pris sa défense.

4) la résolution de l'affaire

La position du pape Clément VIII

Une chose est sûre: cette affaire de France le préoccupe - ce sera même un vrai tourment pendant quelques mois - même si, durant le conclave dont cette question formait la toile de fond, il sut rester très silencieux sur ce sujet.

Clément VIII se pose la question comme un pasteur avant de l'aborder comme un diplomate. La question du pape est la suivante: Henri IV est-il sincère quand il dit vouloir abjurer et redevenir catholique? Absoudre un hérétique est une question pastorale, une question de conscience. Et les conséquences politiques passent pour le pape au second rang même si elles ont leur importance. Mais jamais les raisons politiques ne peuvent l'emporter sur la nécessaire conviction de conscience que le pape veut avoir de la sincérité du roi de France. Clément VIII restera sourd à tous les arguments de convenance, d'intérêts politiques ou géopolitiques. En cette action, il se montre comme un pasteur conscient de sa mission mais aussi comme un vrai fils de Saint-Philippe: il aborde la question comme son maître, du côté du cheminement spirituel de l'homme Henri de Navarre. Rien de bon ne peut arriver si l'homme qui agit ne marche pas vers la sainteté. On ne transige pas avec la qualité spirituelle des êtres. Et si Clément VIII a finalement donné l'absolution, c'est en étant convaincu de la sincérité du Roi de France. Le pendant de ces hésitations papales sont les hésitations royales qui montrent comment Henri de Navarre lui-même a voulu «changer de religion» avec sincérité.

Les premiers actes du nouveau Pape qui, au début de son pontificat, ne croit pas qu'Henri IV veuille se convertir vraiment, satisfont les espa-

gnols: ainsi la nomination, en avril 1592, du nouveau légat de France, le cardinal Filippo Sega, rassurait Madrid. Il faut cependant noter que cet opposant à Henri IV séjournant en France, changea peu à peu d'avis, au point de devenir un partisan de l'absolution. Il rentrera à Rome à la fin de 1594 et fera entendre son avis au Souverain Pontife.

Mais en même temps, Clément VIII entreprend calmement mais fermement d'empêcher de plus en plus l'ingérence espagnole dans les affaires de l'Eglise et il va commencer toute une série de démarches pour se faire une conviction de conscience au sujet de la sincérité du roi. Ainsi le 24 juin 1592, il a interrogé par message chiffré le duc de Nevers rallié à Henri IV sur la conversion possible d'Henri IV. La réponse positive de Nevers n'a pas encore entamé la conviction du pape mais on voit qu'il cherche à s'informer le plus possible et dans des partis opposés.

Le pape devant le fait accompli

C'est par un courrier de la banque Capponi du 15 août 1593 que le pape apprend l'abjuration d'Henri IV et son absolution par les évêques de France. A l'ambassadeur de Venise qui l'interroge à ce sujet le 20 août^[40], le pape avoue sa perplexité sur le déroulement de l'affaire en déclarant pourtant schismatique la position des évêques de France. L'ambassadeur en profite pour encourager le pape à revoir la position du St Siège jusque-là juste mais désormais caduque puisqu'Henri IV a abjuré. Le Pape remercie l'ambassadeur de ses conseils mais lui fournit toute une liste d'objections à l'accueil d'Henri IV dans l'Eglise catholique tout en ajoutant: *«notre maison s'est toujours appuyée sur la couronne de France et à ce propos les choses accomplies par notre père au temps de Paul IV sont assez connues: vous voyez donc bien quels sont nos sentiments profonds»*.^[41] L'ambassadeur en profite pour suggérer de ne pas repousser les ambassades envoyées par Henri IV. Le pape conclut: *«il faudra que nous entendions encore un peu mieux comment se passent les choses; et puis s'il s'avère que le Seigneur Dieu veuille constituer Navarre roi dans le royaume de France, nous ne devons pas nous montrer opposé à sa volonté et à nous accommoder de cette nécessité, estimant que tout est pour le mieux»*.^[42] On le voit, la position du pape sur la question est assez ouverte mais le pontife n'est pas convaincu de la sincérité d'Henri IV ni de ce que l'accueil du Béarnais comme roi de France soit la volonté de Dieu.

Les démarches en vue d'obtenir la confirmation de l'absolution.

Elles durèrent à Rome du 21 novembre 1593 au 17 septembre 1595. Elles connurent trois phases: tout d'abord l'ambassade du duc de Nevers qui aboutit à un échec; ensuite apparemment un temps mort pendant lequel travailla l'abbé Arnaud d'Ossat et enfin l'ambassade de Davy du Perron qui reçut du pape Clément VIII, l'absolution d'Henri IV.

L'ambassade du duc de Nevers.

Le duc de Nevers est Louis de Gonzague, 3^{ème} fils du duc de Mantoue Frédéric II ; il a été élevé à partir de l'âge de 10 ans à la cour des Valois et il est français de coeur. Catholique fervent, valeureux soldat, ligueur un temps - on se souvient qu'en 1585, il était à Rome l'envoyé de la Ligue pour demander au pape d'éloigner Henri de Navarre du trône de France -, il a rejoint le camp d'Henri de Navarre en 1590. Il semble, aux yeux d'Henri IV, tout à fait adapté pour une telle mission.

A Rome, pendant que Nevers est en route vers la Ville éternelle, la Congrégation des affaires de France et celle de l'Inquisition ont conseillé au pape de ne pas recevoir Nevers. On envoie alors le Père Possevin jésuite au-devant de Nevers pour le lui signifier ! Possevin rejoint Nevers dans les Grisons: le jésuite saisit alors toute la gravité de la situation et il prend sur lui de demander à Rome si Nevers, à titre privé, ne pourrait pas tout de même être reçu. Une réunion des Congrégations le 6 novembre accède à cette demande mais l'assortit de conditions draconiennes : le séjour ne sera que de dix jours, avec impossibilité de rencontrer des cardinaux. Nevers accepta.

Le duc arriva à Rome le 21 novembre dans la soirée, discrètement, évitant la Piazza del Popolo où une foule l'attendait, et logea au palais Della Rovere dans le Borgo. Dès le lendemain, Nevers fut reçu une heure par le pape, dans un entretien privé comme le seront tous les autres. Il fut reçu une seconde fois avec toute sa suite le 23. L'entrevue fut très difficile et le pape riposta à Nevers : *«Ne me dites pas que votre roi soit catholique. Je ne croirai jamais qu'il soit bien converti, si un ange du ciel ne vient me le dire à l'oreille. Quant aux catholiques qui ont suivi son parti, je ne les tiens pas pour désobéissants et déserteurs de la Religion et de la Couronne mais ils ne sont qu'enfants bâtards et fils de la servante. Au contraire, ceux de la Ligue sont les vrais enfants légitimes, les vrais arcs-boutants et même les vrais piliers de la religion catholique»*. Le duc de Nevers revint le jeudi suivant avec une lettre d'Henri IV... lettre dans laquelle Henri IV ne demandait pas l'absolution. Ce flou entretint chez le pape la méfiance sur la sincérité de l'abjuration du roi.

Une anecdote pour montrer le climat : *«l'ambassadeur d'Espagne pour faire une bravade, à l'espagnole, à M. de Nevers, alla à l'audience le samedi suivant et mena après lui 70 carrosses, à cause que ledit duc avait mené 70 gentilshommes français en l'audience qu'il eut le mardi»*.^[43]

Rien ne fit changer d'avis le pape, même les nombreuses démarches des ambassadeurs de Venise, Florence et Mantoue. L'affaire n'est pas d'abord politique à ses yeux. Le pape fait savoir à Nevers le 29 novembre qu'il veut encore bien le recevoir mais souhaite que les trois évêques français

qui l'accompagnent se présentent au cardinal préfet de la Congrégation de l'Inquisition. Ils s'y refusent et parlent tout haut d'un concile national et d'un patriarche français ! ce qui n'arrange en rien les affaires déjà assez brouillées. Lors de la dernière entrevue, le 5 décembre, Nevers se met à genoux et supplie le pape en pleurant mais rien n'ébranla le pontife.

C'est alors que Nevers rencontra quelques personnalités marquantes de la Ville éternelle, à l'exception des cardinaux dont la visite lui était interdite. Un des premiers visités est Philippe Néri que Lomelli, prélat de curie proche du procureur des oratoriens auprès du pape, lui présente comme «*un uomo semplice*», un homme simple et tout le contraire d'un savant».

Le prélat avait ajouté : «*je crois qu'il sera bon que la première visite soit pour la Chiesa Nuova. Vous ferez d'abord appeler le Père Philippe qui est un vieillard vénérable, le fondateur de cette compagnie, au demeurant un homme simple et tout le contraire d'un savant. Vous resterez avec lui dans les généralités, l'invitant à prier pour l'affaire. Puis vous demanderez le Père César Baronius et Tomasso Bozzio qui sont, eux, gens de science et de valeur et jouissant d'un grand crédit à la cour*». ^[44] Lomelli connaît bien les personnes et leur rôle : il faut l'avis charismatique de Philippe mais aussi le travail sérieux, méticuleux même de Baronius l'intime de Philippe. Le pape sera sensible à l'avis de Philippe mais il aura besoin du travail de Baronius.

La rencontre avec Saint-Philippe Néri eut lieu au matin du 8 décembre 1593. Le duc entendit d'abord la messe puis se rendit ensuite auprès de Philippe, âgé de 78 ans, alité et malade. Nevers parle longuement à Philippe en présence de Baronius et d'autres confrères. Philippe se montra d'emblée favorable à Nevers et lui affirma qu'il fallait confirmer l'absolution d'Henri IV. Il assura Nevers qu'il irait lui-même le dire au Pape. L'après-midi, recevant le cardinal de Médicis favorable à la France on le sait, il lui déclara : «*Il me semble que l'Esprit Saint m'a fait parler car je suis satisfait ce que j'ai répondu à Nevers*». Philippe voulait aller plaider cette cause au plus tôt, le cardinal l'y poussa vigoureusement, lui rappelant que le pape était plus disponible puisqu'il avait la goutte et que les audiences publiques étaient suspendues. ^[45]

Mais Philippe allait être soumis aux rudes pressions de ses amis pro-espagnols, les cardinaux Borromeo et Cusano entre autres : ils interviennent d'abord auprès du pape dès qu'ils apprennent la visite de Nevers chez Philippe Néri puis ils contestent le saint chez lui, lui faisant même scrupule de penser ainsi. Philippe était ébranlé mais ce sont ces deux disciples Baronius et Bozzio qui lui rappelèrent ses certitudes ; ils «*lui dirent qu'il ne prenne pas garde aux paroles de ces prélats mais fasse ce qu'il*

avait d'abord décidé. Le 12 décembre, un dimanche, Philippe se rendit chez le pape et fut reçu comme de coutume, avec beaucoup de joie, par le pontife. Ce dernier écouta son ami mais on ne sait pas l'influence qu'eut vraiment cette intervention de Philippe. Vu le crédit que lui accordait Clément VIII mais aussi l'extraordinaire liberté intellectuelle de ce pape, on peut penser que l'intervention du saint eut surtout pour conséquence d'ébranler le pape et d'augmenter sa perplexité. Clément VIII souffrait beaucoup de cette décision à prendre et avouait souvent préférer être mort ou voir Navarre trépasser d'une arquebusade^[46]. Philippe rapporta au cardinal Médicis que le pape lui avait confié que la cause de ses longues hésitations venait de la certitude que Navarre avait feint sa conversion. Le problème était donc bien pour Clément VIII un grave cas de conscience et pas une décision seulement d'ordre politique. Il n'est pas étonnant d'avoir trouvé Philippe Néri s'attelant à ce cas ; la destinée spirituelle d'un homme, fut-il monarque, étant la seule réalité qui l'intéressait et pour laquelle il se sentait compétent.

C'est alors que Baronius prit le relais de Philippe Néri auprès du pape dont il était le confesseur, encouragé vivement par Philippe jusqu'à sa mort le 26 mai 1595. Il le fit par oral et par écrit, rédigeant plusieurs mémoires^[47] pour défendre la position de l'absolution, réfutant les mémoires adverses que lui soumettait le pape^[48]. Sur les conseils de St Philippe, il alla jusqu'à déclarer au pontife qu'il ne voudrait plus l'entendre en confession s'il continuait à refuser d'absoudre Navarre. «*A la cour, on savait ses manoeuvres et on lui conseillait de modérer son action de manière à ne pas irriter les représentants du parti adverse*»^[49]. D'ailleurs, en 1594, l'Inquisition espagnole voulut empêcher la diffusion du volume des *Annales*, volume d'histoire de l'Eglise dont l'auteur était Baronius. On voulait par là discréditer l'autorité de ce soutien de la France.

Pourtant Clément VIII trouva en Baronius soutenu en sous-main par Philippe Néri un conseiller avisé comme il les aimait: docte et pieux. C'est sans doute pour cela qu'il fit cardinal Baronius en 1596.

Le travail de l'abbé d'Ossat et l'ambassade Du Perron

Sitôt Nevers reparti et tandis qu'à l'Oratoire Philippe Néri et Baronius s'attelaient à la tâche de rallier Clément VIII à l'absolution et qu'en France, Henri IV affermissait son pouvoir et était sacré à Chartres, le 27 février 1594, à Rome arrive une délégation de la Ligue conduite par le cardinal de Joyeuse. Le climat de cette ambassade est tout différent: la Ligue sait qu'elle ne peut plus gagner militairement et propose au pape, par un mémoire rédigé par l'abbé d'Ossat, de négocier avec Henri IV son absolution en échange de garanties religieuses.

Clément VIII qui n'a pas changé d'opinion, étudie le mémoire de la Ligue et fait venir de Florence, Pierre de Gondi l'évêque de Paris ambassadeur : il a de fréquents entretiens avec lui.

Gondi rentre à Paris en juin 1594 et convainc difficilement Henri IV d'envoyer à Rome une nouvelle ambassade et suggère pour la commander, l'évêque d'Evreux, Jacques Davy du Perron. L'abbé Arnaud d'Ossat, béarnais de 57 ans, est envoyé comme agent pour préparer les négociations. La tentative d'assassinat d'Henri IV par Chastel et le renvoi des jésuites par le Parlement français parce que l'assassin avait été leur élève, faillit tout compromettre, tant la décision française paraissait inique à Rome. Et l'ambassade tardait d'arriver.

Elle fit son entrée à Rome le 12 juillet 1595. Le Pape reçut aussitôt l'évêque d'Evreux et demanda aux couvents et confréries de la Ville de prier à ses intentions. Les ultimes négociations durèrent tout l'été dans un climat effervescent ; le pape sans avoir encore décidé penchait pour l'absolution... alors le parti adverse se déchaîna pour empêcher le pape de céder.

Le pape reçut un à un les cardinaux du Sacré Collège pour entendre leur avis en conscience. Les audiences commencèrent le 7 août et durèrent le mois. L'ultime séance de négociation eut lieu fin août et les deux français «*suèrent sang et eau*»^[50] pour aboutir à un accord en 16 articles.

La résolution de l'affaire

Le 28 août le pape annonça sa décision positive aux négociateurs, le 30 aux cardinaux. L'absolution fut donnée le dimanche 17 septembre sous le portique de Saint-Pierre qui était encore celui de l'antique basilique de Constantin. Ossat et Du Perron représentants le roi, abjurèrent en son nom et reçurent l'absolution. Il n'était pas question de confirmer celle des évêques français puisqu'ils n'avaient pas le pouvoir de la donner mais on ne revenait pas sur les autres actes du culte célébrés après, comme la communion et le sacre.

Clément VIII se montra fort cohérent dans son choix : à la paix de Vervins le 2 mai 1598 qui consacrait la victoire de la France sur les prétentions espagnoles, le pape appuya nettement en faveur de la France.

Conclusion

Voilà donc le récit des événements qui eurent de grands retentissements sur l'histoire de notre pays et de l'Europe. On sait maintenant^[51] à quel point les querelles religieuses du XVI^{ème} siècle en France ont pu

marquer profondément la culture politique et religieuse de notre pays pour plusieurs siècles.

On perçoit également dans les réactions des différents personnages au cours de cette histoire, l'émergence du «MOI» et les conséquences politiques à long terme de cette naissance de l'individu à l'aube des temps modernes. Il est permis de penser que d'un côté Henri IV, Clément VIII et Saint-Philippe l'ont compris et qu'à l'inverse la Ligue, l'Espagne et même les calvinistes de France réagissent encore à l'ancienne ! si je puis dire.



Discussion

A l'issue de cette communication, le Président remercie Monsieur l'Abbé Bombardier de nous avoir tracé cet exceptionnel portrait de Philippe Néri, celui d'un homme qui fut une personnalité des plus représentatives de la réforme catholique. Prophète de la joie chrétienne, le peuple de Rome l'avait surnommé «le Saint de la joie». Sa méthode missionnaire consistait à parler au cœur des hommes. Il fut un conseiller écouté des grands de ce monde. Son influence sur Clément VIII pour la difficile absolution d'Henri IV en témoigne. Rappelons ici que chaque année, le jour de la sainte Luce, à Saint-Jean de Latran, le 13 décembre, une messe est dite pour la France en souvenir de la conversion d'Henri IV.

Madame Stutzmann nous informe que c'est à la suite de l'arrivée de la congrégation de l'Oratoire qu'a été créé l'oratorio.

Monsieur l'Abbé Bombardier rappelle que Saint Philippe de Néri avait un goût certain pour la poésie mais qu'à la fin de sa vie, il a brûlé toutes ses œuvres. C'est avec l'arrivée de Palestrina à l'oratoire que la musique, appelée la pêcheuse d'âme par Philippe de Néri, trouvera sa place. Anchina disait que la que la musique était la manière de recevoir l'écho du paradis.

Monsieur l'abbé Bombardier précise aussi que le premier oratorio créé est celui de Cavalieri, en 1600, est un dialogue entre le corps et l'âme.

Monsieur Perrin se demande comment il faut entendre cette apostrophe d'Henri IV : «Paris vaut bien une messe». Elle ne serait pas historique. Selon un historien américain, Van Klee, tout le monde croit à la sincérité du Roi. Ce qui est intéressant dans cette affaire, ce sont les questions, les discussions que cela pose, et la connaissance exceptionnelle des écritures qu'avait le Roi dans ce domaine.

Monsieur Delivré est frappé par l'importance des troubles en France et note que, face à cette situation, tout le monde avait intérêt à la conversion du Roi.

Monsieur l'Abbé Bombardier précise que les rapports entre la monarchie et le catholicisme sont difficiles en France et qu'il y a en fait une espèce de religion nationale royale spécifique dans notre pays qui constitue une force et une faiblesse pour la royauté, mêlée ainsi aux querelles politiques et religieuses.

Monsieur Bonnefont précise qu'au point de vue politique, le Roi avait besoin de rester en bons termes avec les protestants pour maintenir l'unité nationale. En ne faisant pas traîner sa conversion, il aurait probablement eu de plus mauvais rapports avec les protestants.

Monsieur Burgard demande comment les choses se sont passées sur le plan canonique. Monsieur l'Abbé Bombardier répond que l'absolution concernant l'hérésie du Roi n'appartenait qu'au Pape donc ni aux évêques, ni aux cardinaux, ni à celle d'un patriarche français. La position des évêques était intenable.

A propos de l'observation de Monsieur Lanher sur la particule qui précède de nom de Néri, l'orateur nous informe que bien que d'origine noble, la présence du «de» n'est pas nécessaire ici. Ce serait une habitude française !

A propos d'Henri IV, Monsieur Hubert Collin nous rappelle une autre affaire, celle d'Henri VIII qui, dans une situation comparable, s'est fait donner l'absolution. En ce qui concerne Henri IV, celui-ci fut relaps plusieurs fois. Les évêques de France ne peuvent, sauf à vouloir créer une église autocéphale, absoudre le Roi d'où leur lettre pour demander au Pape une confirmation de leur décision.

Dans un autre domaine, Monsieur Bonnefont rappelle que le père Cotton, confesseur d'Henri IV, lui ayant reproché lorsqu'il jurait d'utiliser le vocable de Jarnidieu, lui conseilla plutôt de dire Jarnicoton.

Monsieur Claude demande si une scission avec la papauté aurait pu être possible si les évêques avaient maintenu leur position ? Il est difficile de répondre. Les évêques de France, tentés par un schisme, ont dû hésiter, même s'ils avaient alors pris beaucoup de liberté.

Monsieur Berlet affirme que la mise à l'écart d'Henri IV dans cette affaire plaçait tout le monde dans une situation politique et diplomatique délicate. Le Roi avait-il une option à prendre ? Un problème théologique, religieux se posait-il pour lui ? Monsieur l'Abbé Bombardier précise que, pour Clément VIII, la question qui se posait était celle de la sincérité du

Roi. En ce qui concerne Philippe Néri, convaincu de la sincérité du Roi, ce dernier défend la position du Roi, sinon il ne serait pas intervenu. Maintenant, les historiens sont eux aussi convaincus de cette sincérité.

Monsieur Perrin fait remarquer que Henri IV a changé de nombreuses fois de religion, ce qui justifie que certains, dont le Pape, peuvent avoir quelques doutes sur sa sincérité ! Monsieur l'Abbé Bombardier précise qu'à partir du jour où Henri IV est proclamé Roi, il promet de ne plus jamais changer de religion.

Monsieur Delivré rappelle qu'en d'autres circonstances, le problème s'est posé pour Bonaparte. Mais Monsieur l'Abbé Bombardier rappelle que les personnalités sont différentes, Bonaparte a répliqué : «Si j'étais mahométan, je construirais une pyramide et si j'étais juif, je reconstruirais le temple de Jérusalem».



Notes

- [1] c'est-à-dire: Hollande, Zélande, Gueldre, Utrecht, Frise, Overijssel et Groningue.
- [2] c'est-à-dire Artois, Flandre, Hainaut et Wallonie .
- [3] du card. Valier dans la préface au *Dialogue sur la joie chrétienne*.
- [4] Georges DUBY *histoire de la France* Larousse p. 242
- [5] idem p. 243.
- [6] Les guerres de religion qui déchirent le royaume de France sévissent dans les cités des Trois Evêchés, surtout à Metz, conséquences fâcheuses de la situation ambiguës où ces villes se trouvent.
- [7] ce fut le cas en 1562, 1567, 1568, 1572,1573, 1576.
- [8] en 1580 : autour de Charles III, se réunissent à Nancy des chefs catholiques et protestants comme le duc de Mayenne second fils de François de Guise et Jean Casimir dont on a déjà parlé.
- [9] On ne sait le contenu de cette rencontre mais le duc de Lorraine envoie assez rapidement après, M. de Pange auprès de Philippe II d'Espagne pour traiter de ces questions.
- [10] voir Parisot *histoire de la Lorraine* tome II p. 21.
- [11] En 1584 eut lieu une seconde assemblée à Nancy qui vit venir dans la capitale Henri le Balafre, duc de Guise et ses frères le duc de Mayenne

et Louis cardinal de Reims, des membres du parti catholique français et un représentant du roi d'Espagne.

- [12] Charles III ne put obtenir de voir reconnus les droits de son fils aîné sur la couronne de France. La réunion se poursuivit à Joinville sans lui par un renouvellement de la Sainte-Ligue (lancée pour la 1^{ère} fois en 1576).
- [13] afin d'empêcher un protestant de régner en France (31 déc. 1584).
- [14] les espagnols devaient rendre toutes les places fortes qu'ils avaient prises en Picardie sauf Cambrai et le Charolais qu'ils gardaient.
- [15] Le curé de St André des Arts est le plus virulent : «On vous dit qu'il sera catholique et qu'il ira à la messe: eh ! mes amis les chiens y vont aussi ! et je vous dirai davantage que s'il y va une fois, la religion est perdue: il n'y aura plus de messe, ni de procession ni de sermon. Et cela est aussi vrai comme Dieu est au Saint-Sacrement de l'autel que je vais recevoir... car c'est chose horrible à penser seulement qu'on veuille avoir paix avec un diable, un loup, un hérétique, un vrai relaps, un excommunié, un vilain et un bâtard comme lui» cité par Castelot *Henri IV le passionné* p. 179 Et il en va de même pour les curés de Saint-Eustache, Saint-Sulpice, Saint-Germain l'Auxerrois, Saint-Jacques, La Madeleine...» et toute la kyrielle (qui) enfilèrent une suite de toutes sortes d'injures des plus exquises du métier contre le Béarnais, tant tendant afin de non le recevoir, quelque catholique qu'il fût...» (témoignage de Pierre de l'Estoile cité par Castelot p. 179).
- [16] Babelon Jean-Pierre *Henri IV* Paris 1982 p. 433.
- [17] Père Matthieu Delestre «*Henri IV, Clément VIII et Saint-Philippe Néri*» 2001 p. 13.
- [18] Babelon op. cit. p. 533.
- [19] Castelot op. Cit. p. 181.
- [20] En mars 1591, le pape Grégoire XIV a excommunié tout ecclésiastique français qui se rallierait à Henri IV bref *Beatissimi Apostolorum principis Petri cathédrae*.
- [21] Castelot op. Cit. p. 182.
- [22] Babelon op. Cit. p. 561.
- [23] Castelot op. Cit. P. 183 et Babelon p. 563.
- [24] Père Matthieu Delestre p. 19.
- [25] Ponelle et Bordet «*Saint-Philippe Néri et la société romaine de son temps*» 1921 p. 492 note 6. Désigné désormais par P et B p.
- [26] Par exemple, dans les lettres envoyées de la Chiesa Nuova les 23 et 30 mars 1590, puis à nouveau dans les lettres des 14 septembre et 5 octobre de la même année.

- [27] voir Pastor Ludwig von «*Storia dei Papi*» X / 210 et n.1 et Segrétain «*Sixte Quint et Henri IV. Introduction au protestantisme en France*» Paris 1864.
- [28] P.Matthieu Delestre op. cit. p. 25.
- [29] il mourra en 1590 mais des monnaies ont été tirées à son effigie.
- [30] P et B p. 475.
- [31] Ernst Cassirer «*liberté et forme. l'idée de la culture allemande*». Oeuvres XLV. Cerf 2001 p. 13-15.
- [32] Cassirer op. cit. p. 14-15.
- [33] dans un ouvrage commencé dans les années 1950-60 et publié en 1974.
- [34] «c'est à partir de la liberté de l'homme que le monde se construit... la vision du monde de Pic garde à l'homme sa position axiale et lui évite d'être perdu dans le silence des espaces infinis» (P. Chantraine *liberté et concorde chez Pic de la Mirandole* Colloque De Lubac RSR n° 2 avril 2003 p.163).
- [35] Emile G. Léonard «*Histoire générale du protestantisme*» 1961 I / p. 22.
- [36] exercée au nom des deux bâtards Hippolyte et Alexandre.
- [37] P et B p.16.
- [38] avec la formation du Grand Conseil le 31 mai 1527 et la création de la milice le 6 novembre 1528.
- [39] Voir Thierry Wanegfelen, sa thèse : *des chrétiens entre Rome et Genève* 1994 p.160-191 parue en 1997 sous le titre : *Ni Rome ni Genève. Des fidèles entre deux chaires en France au XVI^{ème} siècle*. Paris.
- [40] P. Matthieu Delestre op. cit. p. 32
- [41] cité par P. Matthieu Delestre op.cit. p 33 qui ajoute : « le père de Clément VIII, Silvestro Aldobrandini, fut en 1555-1556 un des principaux collaborateurs du belliqueux secrétaire d'Etat Carlo Caraffa. Il oeuvra auprès de ce dernier en faveur d'une guerre contre l'Empire et d'un corollaire rapprochement entre le Saint-Siège et la France» (n 41).
- [42] P.Matthieu Delestre op.cit. p. 34.
- [43] voir pour toute cette partie *mémoires de monsieur de duc de Nevers* 2 vol Paris 1665.
- [44] Ponelle et Bordet op. cit. p 494.
- [45] la source est la relation de l'ambassadeur de Toscane au Grand Duc datée du 10 déc. Le texte est conservé à l'Archivio di Stato de Florence : P et B p. 495 le citent.

[46] P et B p. 496

[47] la bibliothèque de la Vallicella, autrefois de l'Oratoire, aujourd'hui d'Etat, les conserve.

[48] celui de l'auditeur de la Rote Francesco Pena intitulé : *de veris et falsis remediis Christianae Religionis instaurandae et catholicos conservandi*.

[49] P. Matthieu Delestre op. cit. p. 65.

[50] P. Matthieu Delestre op. cit. p. 43.

[51] voir Dale K. Van Kley «*les origines religieuses de la Révolution française 1560-1791*» Seuil nov. 2002.